

ARTICLE

Temps horloge et temps religieux : une sociologie historique des familles ouvrières à Québec à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e

Guillaume Durou

EN 1903, PHILÉAS HABITE TOUJOURS QUÉBEC, avec sa femme et ses deux enfants, près de la côte d'Abraham. Compositeur-typographe au *Journal de Québec*, cet ouvrier qualifié de 54 ans travaille encore. La famille occupe l'étage supérieur d'une maison dont le rez-de-chaussée est occupé par une épicerie. Locataires de conditions modestes, les membres de la famille doivent rationaliser leurs dépenses. Salariés, ses deux fils lui versent régulièrement une pension. En effet, la famille ne peut réaliser d'économies tant et aussi longtemps que les enfants ne sont pas en âge de travailler. Même les premières années, les salaires réunis parviennent difficilement à suffire aux dépenses du ménage¹.

On l'aura compris, à cette époque, le travail salarié restait une dimension vitale à la survie familiale. Au début du 20^e siècle, un certain nombre de familles ouvrières de Québec se trouvaient dans des conditions salariales incertaines. À l'instar d'auteurs de langue anglaise², nous adhérons à

1. Ce portrait ethnographique a été dressé en 1903 à partir des renseignements recueillis par M. Stanislas-Alfred Lortie, professeur à l'Université Laval et membre de la Société d'économie sociale fondée par Leplay, d'où furent publiées les nombreuses monographies de *Les Ouvriers des deux mondes*, en France, dès 1857. Référence de l'ouvrage en question : *Les ouvriers des deux mondes : compositeur-typographe de Québec, Canada (Amérique du Nord). Salarie à la semaine dans le système des engagements volontaires permanents*, troisième série, fascicule n°10 (Paris : Secrétariat de la société d'économie sociale, 1904), 69.

2. Nous pensons ici, pour ne nommer que ceux-là, aux ouvrages suivants : Wally Secombe, *A Millenium of Family Change. Feudalism to Capitalism in Northwestern Europe* (London : Verso,

l'hypothèse voulant que la transition au capitalisme, en raison de son processus d'expansion inédit, a opéré des mutations dans la vie quotidienne des familles. Le capitalisme industriel plus particulièrement a renforcé, par le biais du travail et du salaire, une discipline moderne reposant sur un cadre temporel. Elle se déduit des recensements de 1871 et de 1901 et s'observe clairement dans les témoignages recueillis de 1887 à 1889, dans le *Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada*³. Ce rapport où se mêlent anecdotes et récits de vie permet de nuancer la mobilité sociale, de comprendre les pratiques sociales urbaines, et finalement, de prendre la mesure des conséquences du capitalisme industriel à Québec. Contrairement à ce que soutenait le libéralisme économique, la libéralisation du marché et la réponse de l'industrie exercèrent une pression commune sur la reproduction des classes sociales et étouffèrent les chances d'accès à la richesse pour plusieurs familles⁴. Enfin, si les contradictions de ce système n'étaient qu'à peine dénoncées, l'apologie de l'industrie était quant à elle récurrente. Les propos d'Étienne Parent résument bien cette morale économique:

C'est surtout à l'homme de travail qu'il importe de bien connaître les lois qui règlent le salaire, lui à qui l'erreur est bien plus fatale qu'à tout autre; lui qui travaille, non pour accumuler des capitaux, mais pour donner du pain à une compagne et à ses enfants; lui qu'un faux calcul, un aveugle entraînement n'aura pas seulement l'effet de priver de quelques objets de luxe, mais du plus strict nécessaire, de ce qu'il attend pour vivre lui et les siens [...]⁵

Cette image d'Épinal de l'ouvrier imprévoyant suffit à nourrir une vision misérabiliste de « l'homme de travail ». Or, en présence des données nominatives de l'époque, il semble difficile d'attribuer cette condition à tous les membres de la classe ouvrière. Ce sont entre autres les travaux de Peter Gossage et de Gilles Lauzon⁶ qui ont permis de nuancer la thèse du sort misérable,

1995); Wally Secombe, *Weathering the Storm. Working-class Families from the Industrial Revolution to the Fertility Decline* (London : Verso, 1995); Joan W. Scott et Louise Tilly, *Women, Work and Family* (London : Routledge, 1988); Ellen M. Wood, *The Origin of Capitalism: A Longer View* (London : Verso, 2002) ; David McNally, *Against the Market. Political Economy, Market Socialism and the Marxist Critique* (London : Verso, 1993); Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne* (Paris : Éditions du Seuil, 1977).

3. Cette commission recueillit 649 témoignages rien qu'au Québec, dont plus de la moitié était ceux d'ouvriers. Fernand Harvey, « Une enquête ouvrière au XIX^e siècle : la Commission du travail, 1886–1889 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30, n° 1 (1976), 40 et 49–50.

4. Un libéralisme dont la triade *liberté, égalité et propriété* constitue l'essence. Voir Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle* (Montréal : Boréal, 1988); Ian McKay, « The Liberal Order Framework : A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *Canadian Historical Review*, 81, n° 4 (2000), 624.

5. Québec, *Considérations sur le sort des classes ouvrières. Discours prononcé devant la Chambre de lecture de Saint-Roch à Québec le 15 avril 1852* (Québec 1852).

6. Gilles Lauzon, « Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais : Essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871–1881) », *Revue d'histoire de*

longtemps associée à une lecture dominante de l'histoire ouvrière. Toutefois, misère ne signifiait pas apitoiement. La majorité des familles développèrent des stratégies pour répondre aux contradictions économiques. Encore ne faut-il pas oublier que nuancer les conditions d'existence des populations ouvrières n'évacue pas l'impuissance et la pauvreté matérielle : elles restaient toujours en toile de fond. En effet, il était fréquent aux 19^e et 20^e siècles de toucher un salaire tout en demeurant défavorisé. Comme nous le verrons plus loin, les témoignages recueillis en 1889 devant la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail révèlent des conditions salariales difficiles, des métiers exigeants et une instabilité qu'il paraît difficile d'ignorer. Ce qui en vérité nous intéresse, dans le cadre de cet article, ce n'est pas de savoir qui, de la classe ouvrière de Québec, était enrichi ou appauvri, exploité ou apprécié. C'est plutôt l'évolution de pratiques sociales engendrées par le développement du capitalisme industriel qui éveille ici notre curiosité et la manière dont il fit pression sur la famille en instaurant un régime temporel inédit.

Après avoir mis l'accent sur l'importance des classes sociales comme catégorie heuristique⁷ et après avoir donné un aperçu des conditions sociales de la classe ouvrière de la ville de Québec, nous aborderons, dans le cadre de cet article, les mutations sociales du mariage et du travail⁸. Nous posons l'hypothèse que la fin du 19^e siècle voit apparaître le « temps horloge⁹ » comme régime temporel moderne caractérisé par une discipline qui réorganise le travail, la fête et le loisir. Au moment où la croissance industrielle bat son plein, on entrevoit une transformation du mariage et de la religiosité. Ces changements donnent des indices sur de nouvelles pratiques et de nouvelles conditions dans lesquelles elles s'exercent. À partir de ce postulat, il s'agira de comprendre comment les transformations de l'économie et du travail construisent les rapports sociaux et les comportements démographiques de la fin du 19^e siècle au début du 20^e. Enfin, notre article aura pour ambition – aussi modeste soit-elle – de suivre l'évolution de travailleurs dont les actions et les

l'Amérique française, 46, n° 1 (1992), 115–142; Peter Gossage, *Families in Transition : Industry and Population in Nineteenth-Century Saint-Hyacinthe* (Montréal-Kingston : McGill-Queen's University Press, 1999).

7. Une analyse des groupes ethniques serait intéressante à tout point de vue. Conscients que, en 1901, 84 p. 100 de la population était francophone alors que seulement 15 p. 100 était anglophone, nous préférons aviser le lecteur que, afin d'éviter tout quiproquo dans le cadre de cet article, nous porterons notre attention sur tous les ouvriers, toutes origines et toutes religions confondues (exception faite des données du projet BALSAC). L'exil de ces derniers vers Montréal ainsi que l'exode rural francophone vers Québec et l'émigration vers les États-Unis modifièrent le portrait démographique de la ville.

8. Pour approfondir ces thématiques, le lecteur pourra consulter le troisième chapitre de l'ouvrage suivant : Frédéric-Guillaume Dufour, *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats* (Montréal : Presse de l'Université du Québec, 2015).

9. Edward P. Thompson, « Time, Work-Discipline, and Industrial Capitalism », *Past & Present*, 38 (1967).

conduites paraissent recomposées à travers ce régime temporel spécifique au capitalisme industriel.

Comme l'indique Jack Goody, « le problème central autour de l'histoire de la famille en est un qui concerne son articulation. En effet, le système économique et la famille sont imbriqués l'un [dans] l'autre. Mais de quelles manières¹⁰? » Situer les familles dans leurs relations de classe permet d'illustrer cette articulation, c'est-à-dire les rapports qui déterminent l'accès des membres d'une société aux diverses ressources (patrimoine, salaire, crédit, nourriture). Ainsi, les familles développent, en fonction des périodes historiques, des stratégies pour conserver ou améliorer leurs acquis par rapport à leur position dans la hiérarchie sociale¹¹. Renvoyer les familles à leur classe sociale n'est pas vouloir prêcher par excès de déterminisme. Les classes sociales restent une attribution qui évoque les conditions de vie; elles influencent en bonne partie les caractéristiques des individus et elles leur assignent une position socioéconomique qui favorise ou non les opportunités et les choix¹². Si « la préoccupation principale des sociologues a été de comprendre de quelle manière les individus acquièrent les caractéristiques qui les assignent à une classe ou à une autre¹³ » précise Wright, notre article se veut justement une tentative de voir clair dans les logiques de reproduction qui assurent à des familles les moyens de se perpétuer au sein d'une classe. Les classes sociales représentent donc l'univers d'intégration des familles dans une large structure hiérarchique. L'expérience de classe permet de cerner la construction d'une conscience et de dévoiler des stratégies communes mises en place pour répondre aux contradictions inhérentes à la société industrielle.

Conditions de vie des quartiers ouvriers de Québec

EN 1833, QUÉBEC S'ÉTAIT doté d'un sceau portant l'inscription *Natura Fortis Industria Crescit* (Une nature forte qui prospère par le travail). Cette maxime augurait la croissance industrielle qui allait advenir. Si bien que durant la seconde moitié du 19^e siècle, la ville resta une plaque tournante de l'économie du continent et ses travailleurs, son moteur. Pendant la première

10. Jack Goody, « Women, Class and Family », *New Left Review*, n° 219 (1996), 132. [Traduction libre].

11. Cette dynamique repose notamment sur les relations sociales de propriété, qui renvoient à des « relations de reproduction » où les actions des individus se définissent par l'expérience économique dans laquelle ils se trouvent. Voir Robert Brenner, « The Social Basis of Economic Development » dans John Roemer, dir., *Analytical Marxism* (Cambridge : Cambridge University Press, 1986), 25–27; Robert Brenner « Economic Backwardness in Eastern Europe in Light of Developments in the West » dans Daniel Chirot, dir., *The Origins of Backwardness in Eastern Europe* (Berkeley : University of California Press, 1991), 18.

12. Erik Olin Wright, « Understanding Class. Towards an Integrated Analytical Approach », *New Left Review*, n° 60 (2009), 102–103.

13. Wright, « Understanding Class ». [Traduction libre].

période du 19^e siècle, le port de Québec demeura très actif. Toutefois, à l'ère de la Confédération, le déclin de l'industrie navale causé par un délaissement, sur le marché britannique, des navires en bois au profit des vaisseaux à coque métallique poussa la Ville à réorienter son industrie. Des secteurs naissants, comme la tannerie et la manufacture de chaussures, dominèrent peu à peu le paysage. Puis, connecté à l'exploitation des forêts du Maine, Québec devint rapidement un lieu important de transformation du cuir avec plus de quarante tanneries en 1871¹⁴. Cette demande de main-d'œuvre agit comme un appel d'air et intégra de nombreuses familles aux conditions de travail des manufactures urbaines du monde occidental¹⁵. C'est ainsi que la prolétarisation d'une catégorie de la population s'amorça sous l'influence de l'expansion des quartiers ouvriers de Saint-Roch et de Saint-Sauveur.

La fragmentation de l'espace urbain était caractérisée par la structure de classe de la ville de Québec du 19^e siècle. Par exemple, à la suite d'épidémies de choléra¹⁶, la majorité de la bourgeoisie marchande émigra vers la Haute-Ville, dans les faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis offrant des conditions sanitaires plus acceptables¹⁷. Par la suite, les espaces de la Basse-Ville furent massivement occupés par les journaliers, ouvriers, manœuvres et immigrants, qui se regroupèrent dans des immeubles de rapport à plusieurs logements ou dans de petites habitations en bois. Le quartier Saint-Roch, et plus tard le quartier Saint-Sauveur, possédait tous les aspects désolants d'un quartier ouvrier européen : des égouts à ciel ouvert, des rues en terre et en gravier, sans compter des constructions en bois, matériau de premier plan dans l'habitation

14. John Hare, Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel, *Histoire de la ville de Québec, 1608–1871* (Montréal : Boréal, 1987), 267; Lucie K. Morisset, *La mémoire du paysage. Histoire de la forme urbaine d'un centre-ville : Saint-Roch, Québec* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2001), 173; Jacques Ferland, « "Not For Sale" : American Technology and Canadian Shoe Factories : the United Shoe Machinery Company of Canada, 1899–1912 », *The American Review of Canadian Studies* XVIII, n° 1 (printemps 1988), 59–82.

15. La situation de Québec s'inscrit dans un large processus de production continentale, soit la fabrication de souliers devenus marchandises. Tel que le suggère Jacques Ferland, la demande croissante de souliers et de bottes força une exploitation extensive des ressources rurales forestières. Ainsi, une fois la matière première (bois et écorces) extirpée (soulignons les conditions extrêmes dans lesquelles ce travail était exécuté), les ouvriers travaillant à la chaîne et les artisans des centres urbains voyaient leur travail dicté par un rythme croissant de production. Voir l'article suivant : Jacques Ferland et Christopher Wright, « Rural and Urban Labour Processes : a Comparative Analysis of Australian and Canadian Development », *Labour/Le Travail*, n° 38 (1996), 142–169.

16. Circulaire émis par Mgr Signay le 13 juillet 1849 : « Le choléra vient d'envahir pour la troisième fois la pauvre ville de Québec [...] »

17. Pour une description détaillée des conditions sanitaires du quartier ouvrier de Saint-Roch, voir la thèse suivante : Céline Cloutier, *De la stratification archéologique à la stratification sociale. Hygiène urbaine et conditions de vie de six familles ouvrières du faubourg Saint-Roch à Québec, au XIX^e siècle*, thèse de doctorat en archéologie. Université Laval, 2002.

modeste, avec les risques d'inflammabilité que cela implique¹⁸. À Saint-Sauveur particulièrement, l'accès à une eau potable restait difficile malgré le réseau d'aqueduc achevé en 1854, qui se trouvait à proximité¹⁹. Les tragiques incendies de 1866 et de 1889 témoignèrent de la fragilité de ces types d'habitation. Dans les quartiers les plus anciens, où se trouvaient des constructions en pierre et en brique, c'était le manque de circulation d'air, l'humidité persistante et l'ensoleillement insuffisant, à cause de pièces sans fenêtre, qui minaient la santé des personnes occupant ces lieux. Progressivement, alors qu'une partie de la classe ouvrière vivait dans des conditions sanitaires déplorables, l'insalubrité devint un enjeu politique²⁰.

Dans ces quartiers, quelques familles étaient propriétaires de leur logement, mais presque toutes les propriétés étaient arrentées, ce qui obligeait les acquéreurs d'une petite propriété à verser une rente et ainsi pourvoir à l'enrichissement patrimonial des propriétaires rentiers²¹. Quoi qu'il en soit, la majorité des familles étaient locataires²² et déménageaient souvent, ce qui laisse supposer que leur patrimoine se construisait sur peu de chose²³. Quant aux loyers, ils variaient entre 2,50 \$ et 4 \$ par mois, le dernier étant un loyer confortable et le premier, très modeste. Des taxes, civiles et religieuses, qui représentaient environ 15 p. 100 de la valeur mensuelle du loyer amenaient quotidiennement les familles à devoir rationaliser leurs dépenses et favoriser l'épargne. Et à cela s'ajoutaient le coût associé aux assurances – pour les familles qui en avaient – de même que les frais de chauffage et d'éclairage. Les salaires devaient répondre à ces besoins.

18. Voir Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel, « Physical Expansion and Socio-Cultural Segregation in Quebec City, 1765–1840 » dans Gilbert Stelter et Alan F. J. Artibise, dir., *Shaping the Urban Landscape : Aspects of the Canadian City-Building Process* (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 1982), 148–172.

19. L'annexion à la ville de Québec sera demandée après l'incendie de 1889 avec comme condition le pavage des rues et le branchement à l'aqueduc.

20. Elzéar Pelletier, *Nos logis insalubres* (Québec : s.n., 1909), 22.

21. D'ailleurs, ce système de rente persista après l'abolition du régime seigneurial. Louise Dechêne, « La rente du faubourg Saint-Roch à Québec – 1750–1850 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34, n° 4 (1981), 569–596.

22. Canada, Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail, *Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada : Evidence, Quebec part II* (Ottawa 1889), 812.

23. Jean-Pierre Hardy a montré que le niveau de richesse matérielle des ouvriers au milieu du siècle tendait à diminuer alors que celui des commerçants croissait. Voir Jean-Pierre Hardy, « Niveaux de richesse et intérieurs domestiques dans le quartier Saint-Roch à Québec, 1820–1850 », *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culturelle matérielle*, n° 17 (1983), 75.

Tableau 1 : Moyenne des salaires hebdomadaires au sein de la classe ouvrière^a en 1901

	Population de la classe (N)	Salaire par semaine
Ouvriers qualifiés	7446	5,66 \$
Ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés	3907	4,78 \$

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

^a Classification selon le modèle « Five Class » proposé par Erikson, Goldthorpe et Portocarero (EGP). Voir les pages 38–39 de l'ouvrage *The Constant Flux. A Study of Class Mobility in Industrial Societies* publié en 1992 par Clarendon Press.

À titre comparatif et malgré des écarts énormes, le salaire moyen des classes supérieures (administrateurs, entrepreneurs) s'élevait à plus de 13 \$ par semaine. Quant aux ouvriers, ils occupaient bien sûr plusieurs positions sur l'échelle salariale. En 1901, le salaire médian des ouvriers qualifiés et semi-qualifiés oscillait autour de 6 \$ par semaine, alors que chez les ouvriers non qualifiés, il s'agissait de 4 \$. Bien sûr, de nombreux ouvriers parvenaient à toucher plus de 8 \$, voire 10 \$ par semaine. Mais encore, fallait-il que le système de rémunération utilisé par leur patron soit avantageux, qu'une prime au rendement soit versée par exemple, et que le plein-emploi existe²⁴. Un salaire d'ouvrier était pour la majorité des familles la seule source de revenu. En outre, les responsabilités financières avaient un impact important sur le quotidien des salariés. Du point de vue du revenu et de l'emploi, chaque compagnie fonctionnait différemment. Par exemple, un ouvrier du cuir pouvait être rémunéré à la pièce, soit 10 cents par botte fabriquée, un mouleur au rendement exceptionnel pouvait quant à lui toucher environ 15 \$ par semaine. Malheureusement, ces salaires n'étaient jamais acquis. Après avoir reçu une augmentation de salaire d'environ 3 \$ en 1879 et en 1884, le mouleur George Beaudoin vit son temps de travail augmenter à 75 heures par semaine, sans qu'il puisse recevoir en retour ni rémunération additionnelle ni boni²⁵. À l'opposé, un fabricant de souliers par exemple, pouvait voir ses heures de travail réduites, particulièrement en hiver, et ainsi « ne pas recevoir assez pour gagner sa vie²⁶ ». C'était le cas d'Edmond Mercier. Dans les pires situations, c'est-à-dire lorsque les travailleurs ne recevaient pas de paie, ceux-ci devaient passer par le système de crédit. Les commerces de Québec avaient

24. Par exemple, le livret de paie d'un ouvrier du cuir indique que, en 1908, il avait touché un salaire hebdomadaire de 12 \$ pendant seulement trois semaines, alors que la plus grande partie de l'année, son salaire oscillait entre rien du tout et 7 \$ par semaine. *L'Action sociale*, 18 janvier 1909.

25. Royal Commission, *Report*, 900.

26. Royal Commission, *Report*, 1010.

d'ailleurs la réputation, dans l'Empire, de vendre à crédit leur pain et leurs aliments de base²⁷.

Ce portrait de la classe ouvrière souligne les conditions difficiles sous le capitalisme. Malgré qu'une partie des travailleurs vivent de revenus corrects, il n'en demeure pas moins qu'ils étaient les premiers touchés par les soubresauts de l'économie. À preuve, le Québec de la décennie 1870 connut une crise qui, cette fois, s'étendit sur une très longue période²⁸. La fameuse « Longue Dépression », provoquée par la surproduction américaine, engendra du chômage et des grèves. Reflétant la profondeur de cette crise, le sous-emploi temporaire et prolongé était estimé à une proportion de plus de 15 p. 100 au pays²⁹. En 1888, date des auditions publiques de la commission sur le travail, les effets se faisaient toujours sentir.

Mariage et reproduction sociale

AU COURS DU 19^e SIÈCLE, les activités humaines dominantes, comme le travail, la fête et le loisir, ou le temps consacré à celles-ci, paraissent se resserrer, ou du moins se déplacer. C'est ce que semble montrer l'évolution du nombre de mariages et de naissances en ville. Du point de vue sociologique, le mariage est effectivement un indicateur important. S'il est souvent soutenu par une conception culturelle et religieuse, il est également social et économique, et représente un « système »³⁰ plutôt qu'une pratique banale et nécessairement contingente. Selon Mary S. Hartman, les systèmes de mariage influencent la trajectoire des sociétés. Par opposition au système de mariages tardifs, les mariages hâtifs ont permis par exemple de maintenir une autorité masculine légitimée par les institutions en consolidant une hiérarchie sur une longue période de l'histoire³¹. En plus de conserver intactes les relations patriarcales, le mariage repose également sur des considérations stratégiques. Marx avait déjà souligné que le renouvellement des familles ouvrières constituait un « besoin social » satisfait par les mariages hâtifs³². Historiens et sociologues ont d'ailleurs montré que le mariage des classes ouvrières était un moyen d'intégration susceptible de mobiliser des ressources afin d'aider leurs membres

27. Royal Commission, *Report*, 784, 869, 1057.

28. Jean Hamelin et Yves Roby, « L'évolution économique et sociale du Québec, 1851–1896 », *Recherches sociographiques*, 10, n° 2–3 (1969), 160.

29. Peter Baskerville et Eric W. Sager, *Unwilling Idlers. The Urban Unemployed and Their Families in Late Victorian Canada* (Toronto : University of Toronto Press, 1998), 41–49.

30. Mary S. Hartman, *The Household and The Making of History. A Subversive View of the Western Past* (Cambridge : Cambridge University Press, 2004), 33.

31. Hartman, *The Household and The Making of History*, 177.

32. Karl Marx, *Le Capital*, livre 1 (Moscou : Éditions du Progrès, 1957 [1867]), 610.

Tableau 2 : Taux de mariage et de remariage tous âges confondus durant l'année du recensement selon la classe sociale^a, 1871, Québec

	Mariés cette année, tous âges confondus ^b	Population de la classe ^c (N)	Taux de mariage ^d
Administrateurs, propriétaires	9	1512	5,95
Commerçants, vendeurs	20	3952	5,06
Petite bourgeoisie	27	1932	13,97
Ouvriers qualifiés	88	7356	11,96
Ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés	40	4091	9,77

Source : Exploitation des données du recensement de 1871 (PHSVQ/CIEQ).

^a Inspiré du schéma des classes EGP (« Five Class »), 1992.

^b Ceci ne concerne que les salariés.

^c Seul le recensement de 1871 comprenait l'information « Mariés au cours des douze derniers mois », colonne 16. De plus, seul le métier du mari qui a été déclaré nous permet de situer la famille dans une classe ou dans une autre. Par ailleurs, il est impossible de connaître l'âge de l'épouse et donc de préciser s'il s'agit ou non d'un mariage hâtif. Il faudrait pour cela dépouiller les registres paroissiaux.

^d Ce taux est ramené à 1000 habitants.

à survivre aux conséquences sociales et économiques du capitalisme³³. Se marier avait un effet non seulement sur la taille de la famille et sur la formation du ménage et du patrimoine, mais aussi sur le parcours des membres. Le mariage, l'un des maillons d'une série de stratégies de reproduction qui couvre l'ensemble d'une vie, restait néanmoins un système inégalitaire³⁴. Arrêtons-nous à l'année 1871 dont le recensement reste le seul qui nous informe sur des mariages (ou des remariages) contractés durant l'année en cours afin d'observer leur répartition selon la classe sociale.

On s'aperçoit que la classe ouvrière ainsi que la classe de la petite bourgeoisie connaissaient un taux de mariage deux fois plus élevé que les classes sociales supérieures. Cette description nuance donc un taux important souvent attribué à la classe ouvrière et force est de constater une considération significative pour le mariage parmi les ouvriers et les gens exerçant des métiers du commerce³⁵. Ce qu'il faut retenir du tableau, c'est une prédominance au mariage dans les classes inférieures et dans la classe médiane au moment du recensement. Les

33. Seccombe, *Weathering the Storm*, 60.

34. Hartman, *The Household and The Making of History*, 25–33; Louis Tilly et Joan W. Scott, *Women, Work, and Family* (New York : Routledge, 1987), 93.

35. Il serait possible de vérifier en comparant d'autres années s'il y a croissance, déclin ou stabilité parmi les classes. Toutefois cela nécessiterait un travail de recherche dans les archives considérable et un article entier sur la question.

différences observées dans les taux de mariage – et il s’agit là d’une supposition – pourraient s’expliquer par les conditions spatiales spécifiques des quartiers. Par exemple, la position centrale de l’église Saint-Roch, dès 1840, eut un « effet tangible sur l’articulation du quartier », alors que les occupations se rapportaient quasiment à la proximité physique des lotissements par rapport à l’église³⁶. Autrement dit, le degré d’accessibilité aux lieux et aux ecclésiastiques pourrait avoir eu un impact sur le niveau de religiosité des habitants. Si l’on aborde le phénomène par l’autre bout de la hiérarchie sociale, le retard volontaire de l’engagement matrimonial pour des besoins de progression économique, tel que l’avait avancé Max Weber, pourrait expliquer le faible taux de mariage au sein des deux classes supérieures³⁷. Cependant, les points de vue géographique et économique n’expliquent pas tout.

Le tableau suivant s’intéresse plus spécifiquement aux jeunes filles mariées âgées de 15–19 ans en fonction des quartiers. On fait la distinction entre les deux niveaux de la ville : la zone urbaine la plus prospère qui correspond à la Haute-Ville et la plus pauvre, à la Basse-Ville. Bien qu’une population ouvrière irlandaise habite dans le quartier Montcalm, il faut tout de même admettre que cette caractéristique géographique correspond aux divisions sociales à Québec³⁸. Si 54 p. 100 de la population de Québec vivaient à la Haute-Ville en 1871, trente ans plus tard, c’était 57 p. 100 qui occupaient la Basse-Ville. En effet, avec l’émigration rurale vers la ville et l’expansion du quartier Saint-Sauveur, la population ouvrière occupait une partie importante de la zone industrielle de la ville. De 1871 à 1901, il appert que le nombre de mariages, bien que dominant à la Basse-Ville, tendait à décliner alors qu’il demeurait assez stable à la Haute-Ville. Dans l’ensemble des jeunes filles de Québec ayant un époux, plus du tiers d’entre elles s’étaient effectivement mariées au cours de l’année du recensement de 1871³⁹.

Il est possible d’observer un phénomène similaire à Saint-Hyacinthe, alors que l’âge du mariage des classes inférieures tendait à augmenter en s’approchant du 20^e siècle⁴⁰, autrement dit, que les mariages hâtifs diminuèrent, bien qu’ils soient restés nombreux parmi les classes populaires. Toutefois, une exception subsistait. Toujours selon le tableau 3, nous sommes à même de constater une brusque rupture dans le déclin du mariage hâtif, ce qui vient modifier le

36. Morisset, *La mémoire du paysage*, 108–109.

37. Selon André Burguière, « à l’esprit d’alliance qui inspirait traditionnellement les stratégies familiales et l’inclination des jeunes époux, [se] substituait progressivement l’esprit d’entreprise : la préoccupation du couple n’est plus simplement de fabriquer une famille, mais de savoir la gérer, de préserver et d’améliorer son statut social, devenu sa principale finalité ». Voir André Burguière, « De Malthus à Max Weber : le mariage tardif et l’esprit d’entreprise », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 4–5 (1972), 1138.

38. Hare, Lafrance et Ruddel, *Histoire de la ville de Québec*, 278.

39. Trente-sept pour cent s’étaient mariées à la Haute-Ville et 35 p. 100, à la Basse-Ville.

40. Gossage, *Families in Transition*, 107 et suivantes.

Tableau 3 : Taux de mariage hâtif standardisé des jeunes filles âgées de 15-19 ans, selon les recensements effectués entre 1871 et 1911 et selon leur lieu de résidence

	1871	1891	1901	1911
Haute-Ville (Saint-Pierre, Montcalm, Champlain, banlieue sud)	2,1 %	1,9 %	2,7 %	3,7 %
Basse-Ville (Saint-Roch, Jacques Cartier) (Saint-Sauveur, Saint-Vallier 1901)	4,7 %	3,5 %	3,2 %	8,9 %

Source : Exploitation des données du recensement de 1871, 1891, 1901 et 1911 (PHSVQ/CIEQ). Nous classons les jeunes filles âgées de 15-19 ans déclarées mariées dans les recensements dans la catégorie des mariages dits « hâtifs ».

rapport entre mariage et classe sociale, tel qu'on le connaissait au 19^e siècle. En effet, en 1911, le pourcentage des jeunes filles mariées âgées de 15–19 ans avait plus que doublé à la Basse-Ville et avait significativement augmenté à la Haute-Ville. Est-ce à dire que le mariage était devenu de plus en plus populaire au début du nouveau siècle? Serait-ce plutôt le transfert d'une pratique culturelle d'une population rurale ayant émigré à la Basse-Ville, ou la diffusion efficace des doctrines chrétiennes, qui aurait accentué l'engagement conjugal et les comportements natalistes? Rien n'est moins sûr. En effet, le mariage demeure un système qui génère des stratégies particulières selon les contextes.

L'absence d'occupation économique des jeunes filles pourrait avoir une influence sur le choix d'un mariage rapide ou différé. Lorsque l'on examine par exemple le nombre de mariages des jeunes filles salariées âgées de 15–19 ans, dans les deux recensements, toutes classes confondues, on constate qu'elles représentaient une proportion extrêmement marginale de travailleuses (moins de 1 p. 100). Dans un raisonnement inverse, 77 p. 100 des jeunes filles célibataires en 1871 ne travaillaient pas, alors que 23 p. 100 recevaient un salaire. Celles qui prenaient mari n'avaient donc pas d'occupation économique ou avaient peut-être délaissé un métier en vue d'une union. En 1901, parmi les femmes mariées âgées de 15–19 ans, seules 0,02 p. 100 d'entre elles recevaient un salaire. Qu'en était-il alors des femmes un peu plus âgées? Les données de 1871 indiquent que la plupart des femmes mariées âgées de 20–25 ans n'avaient aucune occupation. Et ce n'était guère mieux en 1901. Ces résultats corroborent parfaitement le nombre élevé de jeunes filles et de femmes n'ayant aucune occupation économique. Ceci suggère, d'une part, l'occupation domestique prédominante chez ces femmes et de l'autre, la consolidation culturelle et économique de l'homme producteur et pourvoyeur. Cette relation avait alors pour effet de stabiliser publiquement et culturellement un patriarcat⁴¹.

41. Une idée similaire a été développée dans l'article suivant : Wally Seccombe, « Patriarchy

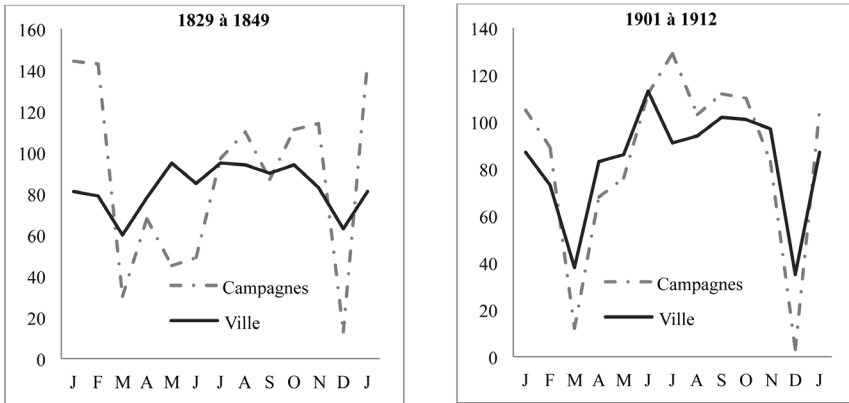
Or, les aléas de la vie amoureuse étant inaccessibles aux sciences sociales, il reste difficile d'attribuer de manière universelle cette stratégie aux classes ouvrières. D'autre part, la volonté de fonder rapidement une famille de manière légale⁴² afin d'amorcer l'accumulation du patrimoine familial s'avère une piste plausible. En réalité, le mariage hâtif découlait de plusieurs causes probables qu'on ne peut rejeter du revers de la main. De ces causes, en voici quelques-unes : (1) la pression parentale pour assurer une descendance à court terme et la pression induite par les mœurs traditionnelles conservées au sein des familles urbaines dont les générations précédentes occupaient la campagne; (2) l'accès au marché par le salariat masculin, sachant que la presque totalité des jeunes femmes mariées ne recevaient aucun salaire; (3) la formation hâtive d'un patrimoine; (4) la consolidation d'un statut social, sachant que le célibat prolongé restait impopulaire et que seul le mariage demeurait le moyen légitime pour fonder une famille (d'une manière générale, depuis le 18^e siècle, le mariage garantissait une certaine « sécurité économique », et ne pas être mariée pour une femme pouvait engendrer solitude et pauvreté); (5) la promiscuité urbaine dans les quartiers ouvriers et sur les lieux de travail susceptible de favoriser très tôt la sociabilité et renforcer ainsi les relations extrafamiliales; et enfin, (6) un renouveau religieux caractérisé par une hausse importante des unions.

Ces six raisons forment un arbre de causalité extrêmement riche pour une analyse. Toutefois, la dynamique la plus marquante reste à notre avis la relation avec la religiosité, relation qui doit être remise au centre du développement du capitalisme. Pour comprendre le lien qui subsiste entre le mariage, l'économie et les conditions de vie, il faut suivre cette religiosité et l'oscillation qu'elle subit dans la distribution temporelle des mariages dans la zone urbaine et dans la zone rurale. Nous verrons ensuite pourquoi le temps, du point de vue social, devient une donnée importante, puisqu'il dévoile des mécanismes sociopolitiques à l'œuvre. Le graphique ci-dessous présente les indices mensuels de mariage en ville, en comparaison cette fois avec les indices de mariage en régions rurales. Un seul coup d'œil nous permet de voir que la religiosité urbaine semblait être marquée par une hausse soutenue tout au cours du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Est-ce à dire qu'on était plus pieux au 19^e siècle? Le retour en force de la religiosité s'apparentait beaucoup plus à un système de contrôle qu'à une ambition généralisée pour la piété chrétienne⁴³.

Stabilized : The Construction of the Male Breadwinner Wage Norm in Nineteenth- Century Britain », *Social History*, 11, n° 1 (1986), 54.

42. Nous supposons que les couples qui passaient devant les autorités religieuses le faisaient pour légaliser leur union.

43. Voir à ce propos, entre autres ouvrages, les deux suivants : Nadia F. Eid, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle* (Montréal : Hurtubise HMH, 1978) et René Hardy, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830–1930* (Montréal : Boréal, 2000).



Graphique 1 : Indice de mariage sur une base mensuelle, entre 1829 et 1912

Source : Exploitation des données du projet BALSAC. Nombre de mariages catholiques entre 1829 et 1912, par rapport à 1000 habitants.

L'agglomération comprend l'ensemble des villages du district de Québec, code 18, « région de Québec », projet BALSAC.

Ces courbes tracées sur une année complète nous renseignent sur l'évolution du mariage comme pratique sociale. Elles nous renseignent sur la distribution du temps religieux, mais également sur la distribution du temps de manière générale. La seule pratique qui paraissait survivre aux transformations urbaines était la quasi-absence de mariages durant le carême en mars et durant l'avent en décembre. En suivant l'évolution de ces pratiques, on observe une sorte de convergence de l'expérience de l'union en ville et en campagne, qui, d'une certaine façon, tend dès le 20^e siècle à se standardiser. À vrai dire, les deux courbes très similaires pour les périodes allant de 1901 à 1912 semblent épouser une forme qui puise son origine ni dans le monde rural ni dans l'expérience urbaine. En d'autres termes, si on exclue les deux périodes creuses invariables, la structure des mariages se présente d'une manière inédite. Le printemps et l'été sont les deux saisons où l'on observe une augmentation dans le nombre de mariages, pratique défiant toute logique rurale et agricole. C'est dire que du nouveau s'était immiscé dans les pratiques ou que ce qui existait depuis le début avait tout simplement changé.

Afin de comprendre l'importance du régime temporel sous les relations sociales de propriété capitaliste, analysons plus en détail la structure des mariages pour le monde rural et pour le monde urbain. Dans le monde rural, le cycle de production paysan évoluait à l'opposé du cycle des festivités et des mariages. Les mariages témoignaient en effet d'une évolution très similaire à ce qu'avait observé Greer pour le Bas-Canada au 18^e siècle⁴⁴. En ce temps-là,

44. Allan Greer, *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740–*

l'harmonie entre le cycle de travail et le cycle de vie (union et reproduction) supposait des pratiques et des stratégies familiales orientées selon les critères d'un régime temporel particulier caractéristiques des relations sociales de propriété précapitaliste. Ces pratiques reposaient d'abord sur une dépendance à l'exploitation agricole locale. Or à partir des années 1860, les pratiques sociales étaient marquées d'une hausse considérable de la religiosité, puisque le pourcentage des mariages était trois fois plus élevé que dans les années 1820. Toutefois, si l'on se mariait et se remariait davantage, qu'en était-il des moments pour le faire? De là survient la question de la répartition des mariages durant l'année, répartition qui suppose, en premier lieu, le choix des partis concernés et des autorités religieuses sur le moment de l'union et qui sous-tend, en second lieu, la poursuite de l'équilibre entre travail, fête et loisir. Par conséquent, au même moment, le monde rural vivait des transformations économiques importantes : le développement de nouvelles pratiques agricoles, l'amélioration du processus de fermage, l'introduction de la mécanisation (moulin à battre, moissonneuse-batteuse⁴⁵) et la diffusion de la connaissance agronomique, le tout chapeauté par la *Société d'agriculture du Bas-Canada*, depuis 1847. Dès lors, cette religiosité se vivait sur fond de transition à l'agriculture capitaliste. Au début du 19^e siècle subsistait un creux durant le printemps et la première partie de l'été. Cette période creuse disparut complètement au cours du 20^e siècle. Le sous-solage, l'épandage, le sarclage, la récolte du foin s'exécutaient d'avril à juillet et occupaient les fermiers pendant plusieurs heures par jour. Les corvées agricoles rassemblaient les populations voisines qui effectuaient des travaux en groupe, comme le battage du grain. Or, malgré la migration vers les villes, la pénétration au même moment d'outils et de machines agricoles vint modifier le temps de travail consacré à la terre. La progressive dépendance technologique et l'impératif du rendement agricole réduisirent alors la durée de plusieurs tâches, ce qui expliquerait la hausse des unions au 20^e siècle. Ce phénomène eut une incidence décisive sur le temps de travail et libéra du « temps religieux ».

Le plateau observé pour le nombre de mariages au 19^e siècle, au printemps et à l'été, en ville par rapport au creux qui subsistait entre avril et juillet, en campagne, marque une différence fondamentale dans les pratiques sociales. On ne peut attribuer ce phénomène aux saisons, puisqu'elles sont les mêmes partout, et il est peu probable qu'une mode urbaine visant à se marier durant un mois précis ait survécu. Quant à la religion, c'était bien la même pour l'ensemble des francophones. Comment alors expliquer cette structure particulière à la ville? À notre avis, cela s'explique par la différence entre les régimes de temps propres à la ville ou à la campagne : contrairement à la

1840 (Toronto : University of Toronto Press, 1985), 49.

45. Claude Blouin, « La mécanisation de l'agriculture entre 1830 et 1890 » dans Normand Séguin, dir., *Agriculture et colonisation au Québec* (Montréal : Boréal Express, 1980), 97.

campagne où les activités se faisaient au rythme d'un « temps paysan⁴⁶ », la ville était soumise au rythme d'un « temps marchand⁴⁷ ». L'occupation et la gestion du temps renvoyaient par conséquent à des expériences sociales bien distinctes. Autrement dit, au type de travail et au temps consacré au travail répondaient les structures de mariage. Or, cette différence paraît s'effacer au siècle suivant. À vrai dire, la ville et la campagne connurent une évolution du mariage presque identique. Qu'il s'agisse d'un temps pour le chômage, d'un temps pour les loisirs ou d'un temps pour le travail socialement nécessaire, ce sont ces temps qui structuraient le rythme des villes. Il importe donc de lire l'évolution du mariage sous la lumière d'une certaine rationalisation graduelle *des* temps qui structuraient les pratiques sociales où, sans l'ombre d'un doute, le temps religieux et le temps du capitalisme dominaient.

Peu importe où travaillaient les ouvriers de Saint-Roch, ces derniers subissaient la pression de la manufacture, l'instabilité des chantiers navals et la tyrannie de la concurrence. Comme la vie des familles ouvrières reposait sur un travail annuel, un travail rationalisé et soumis à des règles de rendement, une cadence de production et des embauches massives suivis d'un chômage structurel, cette dimension économique du temps pouvait peser sur les décisions relatives au mariage. Le travail en manufacture et en atelier était dicté par une discipline, des normes de production et un système temporel de plus en plus envahissant. Cette discipline impliquait une gestion du temps, une présence au travail, des responsabilités financières et des engagements envers son employeur. Cette lente intégration aux nouvelles normes rendait les pratiques sociales beaucoup plus dépendantes du marché. Et les campagnes empruntèrent un chemin semblable, en témoignent les courbes de mariage à partir de 1900. Le mariage, la planification des naissances, la constitution du patrimoine, etc., jadis organisés en fonction du calendrier agricole et des fêtes, se concevaient désormais à l'intérieur d'un système basé sur un temps abstrait – le temps de travail – instauré par le machinisme manufacturier. Ce nouveau régime social n'avait pas fait reculer les mariages, mais les avait déplacés. Peut-être avait-il changé leur signification. Pour Thorstein Veblen, témoin des transformations de la société américaine de la fin du 19^e siècle, l'industrialisation et le développement du capitalisme n'avaient pas évacué

46. L'idée d'un équilibre entre le travail et la consommation est développée dans l'ouvrage suivant : Alexander V. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy* (Madison : The University of Wisconsin Press, 1986 [1925]). Cette idée est aussi corroborée dans l'article qui suit : Gérard Bouchard, « L'agriculture sagueñaenne entre 1840 et 1950 : l'évolution de la technologie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, n°2 (1990), 362.

47. Selon Jacques Le Goff, le marchand pouvait « user et abuser du temps », pratique qui était en adéquation avec le temps de ses affaires. À ce propos, voir les auteurs suivants : Jacques Le Goff, « Au Moyen Âge : temps de l'Église et temps du marchand », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 15, n° 3 (1960), 432; Jonathan Martineau, *Time, Capitalism and Alienation : A Socio-historical Inquiry into the Making of Modern Time* (Boston: Brill Academic Pub, 2015), 103 et suivantes.

l'attitude spirituelle et la piété, mais les avaient seulement modifiées⁴⁸. Cette nouvelle condition se prête à une hypothèse. Il est vrai que l'augmentation de la religiosité répondait à un modèle patriarcal conforme aux exigences sociales de l'économie capitaliste, c'est-à-dire conforme à l'idéologie puissante du « *family wage* », selon laquelle on considérait que les responsabilités des hommes et des femmes se trouvaient respectivement au travail et au foyer⁴⁹. Les attitudes religieuses et culturelles qui se saisissent de cette idéologie supposent une stratégie globale visant à intégrer le plus rapidement possible le système économique pour pouvoir correspondre au modèle normatif.

Le temps horloge et le cycle de la famille

L'ÉVOLUTION DU TEMPS RELIGIEUX durant près d'un siècle nous révèle les contours d'un mouvement d'un tout autre ordre, celui d'un autre temps qui régit le travail et l'organisation urbaine. Ce dernier parviendra à dominer progressivement la vie des hommes et des femmes et ainsi devenir un régime temporel qui structure la vie sociale⁵⁰. Or, avant d'aborder les effets de ce régime sur les familles, voyons d'abord ce qui après un mariage, devient l'amorce même de la vie familiale : la reproduction.

Plusieurs auteurs ont déjà signalé le taux de fécondité particulièrement élevé des femmes de la ville de Québec⁵¹. Tout comme le taux de mariage, le taux de fécondité semble dépendre du milieu culturel. La religion catholique aurait alimenté cette nécessité d'enfanter tôt et sur une longue période. Au début du 20^e siècle, le taux de fécondité était demeuré largement plus élevé dans les milieux ruraux éloignés des centres urbains que dans les villes, malgré une baisse tendancielle parmi la population en général. Certains indices portent à croire que ce taux refléterait moins les pratiques d'ordre traditionnel et culturel que les relations sociales particulières. À notre avis, les pratiques natalistes semblent être plus déterminées par les relations entre classe sociale et travail que par la transmission d'un modèle d'économie familiale dans lequel tous les membres de la famille devaient participer à une production qui n'était pas soumise à la rupture entre le lieu de travail et le foyer. On serait tenté d'affirmer que les familles d'origine rurale, une fois installées en ville pendant une génération ou deux, reproduiraient des pratiques séculaires. Or

48. Dès lors, les pratiques de dévotions « offrent une importance économique ». Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir* (Paris : Gallimard, 1970 [1899]), 202.

49. Hilary Land, « The Family Wage », *Feminist Review*, n° 6 (1980), 74; Ann Porter, « Women and Income Security in the Post-War Period : The Case of Unemployment Insurance, 1945–1962 », *Labour/Le Travail*, n° 31 (1993), 113.

50. Martineau, *Time, Capitalism and Alienation*, 77.

51. Jacques Henripin, *Naître ou ne pas être* (Québec : IQRC, 1989); Danielle Gauvreau, Peter Gossage et Lucie Gingras, « Measuring Fertility with the 1901 Canadian Census. A Critical Assessment », *Historical Methods*, 33, n° 4 (2000), 219–228.

il appert qu'il n'existait aucune différence significative entre l'origine de la mère (rurale ou urbaine) et le taux de fécondité⁵². Cette réalité suppose que les stratégies familiales semblaient plutôt « conditionnelles » que « culturelles » et que le besoin d'avoir des enfants reposait aussi sur des conditions sociales et économiques qui favorisaient en temps et lieu soit la conception soit son délai. Dans ce contexte, l'habitat, le niveau d'instruction de la femme et la profession du mari jouaient un rôle décisif⁵³. À cet égard, deux idées doivent être avancées ici.

Premièrement, le milieu du 19^e siècle s'annonçait sous le signe d'un déclin de la fécondité alors même que la classe ouvrière connaissait le taux de naissance le plus élevé. Pour que le taux de fécondité décline au sein d'une population, il faut remplir deux conditions : une motivation évidente pour cesser d'assurer la descendance et par la suite, la capacité de transformer cette volonté en action, notamment par les moyens de contraception mécaniques – sans compter l'accès à ceux-ci et leur coût –, et la difficulté à mettre en application des moyens naturels tels que l'abstinence, l'usage du calendrier et d'autres moyens rudimentaires, et ce, malgré les exhortations répétées du clergé. L'opposition des autorités à la contraception s'inscrivait dans un contexte bien plus large que religieux⁵⁴. La brève fréquentation des milieux d'instruction pourrait être un élément à considérer. Toutefois, les nouvelles relations de travail jettent une lumière intéressante. Elles s'inscrivent dans une consolidation d'un nouveau régime temporel dans lequel le temps de travail et la diminution du temps consacré aux loisirs deviennent spécifiques. Cette nouvelle forme de discipline basée sur un salaire payé à taux horaire, rappelle Edward P. Thompson, se substitua au salaire « en fonction d'une tâche » et affecta le cycle de vie des travailleurs en les gardant plus longtemps au travail, dans la manufacture, parfois même jusqu'à tard le soir. Cette situation demandait une certaine planification des naissances qui n'avait pas la même rationalité que celle que l'on peut prétendre du modèle traditionnel et rural. Si l'on doit à la classe ouvrière un taux de fécondité plus élevé, on peut y voir là une pratique qui se matérialisait en un renforcement des moyens de subsistance, notamment par le marché, et plus particulièrement par le salaire et le crédit. En somme, les valeurs et les normes qui découlent de ses pratiques renvoyaient dès la fin du 19^e siècle à une rupture évidente d'un modèle antérieur plus homogène et

52. Richard Marcoux et Marc Saint-Hilaire, « Régimes démographiques, famille et travail des enfants : y a-t-il une spécificité des nouveaux citadins d'origine rurale à Québec en 1901? » dans Christian Dessureault, John A. Dickinson et Joseph Goy, dir., *Famille et Marché, xv^e – xx^e siècles* (Québec : Septentrion, 2004), 331.

53. Danielle Gauvreau, « La transition de la fécondité au Québec : un exemple de transgression de la morale catholique? », *Études d'histoire religieuse*, n° 70 (2004), 12.

54. Gauvreau, « La transition de la fécondité au Québec », 17; Angus McLaren et Arlene Tigar McLaren, *The Bedroom and the State : The Changing Practices and Politics of Contraception and Abortion in Canada 1880–1980* (Toronto : McClelland and Stewart, 1986).

engendrèrent des réponses stratégiques concevables uniquement dans le cadre des nouveaux rapports au travail.

Deuxièmement, il ne faut pas perdre de vue que les pratiques natalistes se faisaient dans un contexte bien précis où l'autorité du père était encore très considérable. Rappelons que le capitalisme recomposa la dimension normative des relations sexuelles dans le cadre légal du mariage⁵⁵. Bien que des femmes aient composé de plus en plus le salariat, le fondement normatif du travail consolidait une domination patriarcale légitimée par la figure d'un « homme pourvoyeur », plus qualifié et recevant un salaire jugé suffisant pour sa famille. À la division de travail selon le genre répondait une division des tâches domestiques fondées également sur le genre. Cette ascendance du mari peut se transposer à d'autres sphères de la vie familiale. Il suffit pour s'en convaincre de lire certains témoignages à ce sujet. Par exemple, un père qui quittait le foyer pour aller travailler de 6 heures du matin à 9 heures du soir et qui ainsi ne pouvait pas veiller à « l'éducation des enfants, ni surveiller s'ils effectuaient leurs corvées et autres tâches » était écouté alors que la mère, même en étant présente, « [n'était] généralement pas écoutée⁵⁶ ». On peut supposer que, si un père ouvrier se considérait comme responsable de l'éducation des enfants, il ait aussi exercé une influence sur les naissances, tenté de contrôler les moyens de contraception et décidé de faire employer ses enfants au lieu de les envoyer devant un tableau d'ardoise.

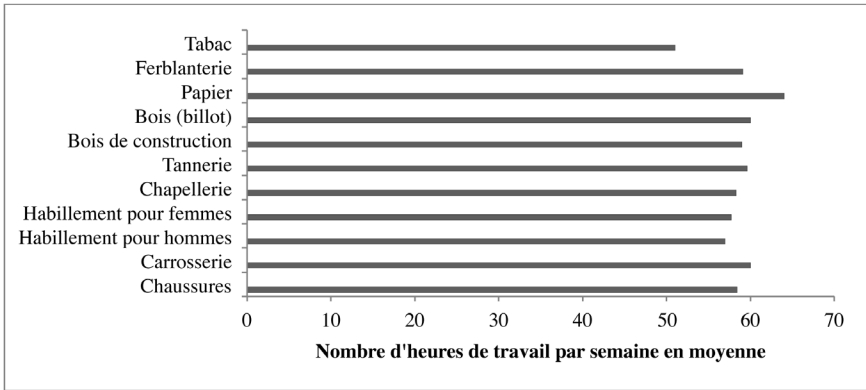
Le temps horloge qui structurait le travail sous le capitalisme vint donc exercer des contraintes sur l'horaire de la journée et appeler les hommes et les femmes à réorganiser leurs loisirs, leur intimité, bref, à occuper différemment leur temps à l'extérieur du travail. En plus, ce nouveau régime temporel intégra la division du travail selon le genre, antérieure à l'industrialisation, pour la renouveler d'une manière plus sophistiquée par le biais du salaire. D'abord par la *forme* que représente le salaire individuel pour un homme adulte et ensuite, par la *norme*, c'est-à-dire la figure dominante du pourvoyeur comme statut socialement acceptable au centre de toute l'idéologie du travail⁵⁷. La transformation des relations familiales faisant des femmes et enfants de nouveaux salariés est un des effets visibles. Si le capitalisme a su recomposer le ciment générationnel sous de nouvelles exigences sociales, il a surtout renforcé les dimensions du contrôle patriarcal⁵⁸. Comme le travail

55. Wally Seccombe, « Starting to Stop : Working-Class Fertility Decline in Britain », *Past & Present*, n° 126 (1990), 151–188; Wally Seccombe, « Men's 'Marital Rights' and Women's 'Wifely Duties' » dans J. R. Gillis, L. A. Tilly et D. Levine, dir., *The European Experience of Declining Fertility* (Oxford : Blackwell Publishing, 1992), 66–84.

56. Royal Commission, *Report*, part II, 860.

57. Wally Seccombe, « The Expanded Reproduction Cycle of Labour Power in Twentieth Century Capitalism » dans Bonnie Fox, dir., *Hidden in the Household : Women's Domestic Labour Under Capitalism* (Toronto : University of Toronto Press, 1980), 54.

58. Seccombe, « The Expanded Reproduction », 60–61.



Graphique 2 : Nombre d'heures de travail par semaine en moyenne, selon le type d'industrie à Québec en 1901

Source : Recensement du Canada, 1901, vol. III, Manufactures, ville de Québec.

en industrie permettait à l'homme de gagner un salaire « suffisant » pour la famille, l'idée d'un second salaire se présentait comme un danger pour l'unité familiale en permettant à la femme de se dérober à ses tâches domestiques. En gardant les métiers des hommes séparés de ceux des femmes, le capitalisme favorisait une distinction fondée sur le genre ainsi qu'une restriction dans l'accès à diverses catégories de métiers. Cette division du travail naturalisait les tâches des femmes et socialisait la famille selon le métier du père, d'où l'exclusion perpétuelle de la sphère d'influence de l'économie de marché du travail domestique non payé et des activités reproductives en raison de son absence de valeur monétaire⁵⁹. Pour la minorité des filles et des femmes, l'adaptation aux normes capitalistes du travail pouvait ressembler davantage à une sanction qu'à une réelle intégration sociale et culturelle au corps ouvrier. Les procès-verbaux de la commission sur le travail relatent bien cette réalité difficile. Une couturière qui travaillait à la machine recevait quarante « paires à coudre » pour la journée en échange de 70 ¢, alors que des fillettes entre 10 et 13 ans gagnaient entre 0,60 \$ et 1,00 \$ par semaine. L'hiver, femmes et enfants pouvaient travailler jusqu'à 8 heures du soir, trois fois par semaine. Le travail était difficile, particulièrement pour ce qui est de l'utilisation des machines à cirer, qui exigeait une longue période de travail, soit de 7 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. Ce travail était jugé trop difficile pour ces femmes, car il « [nécessitait] de fortes personnes pour être en mesure de l'endurer⁶⁰ ».

59. Marilyn Waring, *If Women Counted. A New Feminist Economics* (San Francisco : Harper Collins, 1990), 8; Marilyn Waring, « Counting for Something! Recognising Women's Contribution to the Global Economy through Alternative Accounting Systems », *Gender and Development*, 11, n° 1 (2003), 40.

60. Royal Commission, *Report*, part II, 982–984.

En plus d'assumer les tâches exigeantes liées à l'industrie manufacturière, les ouvriers et les ouvrières devaient endurer de longues journées de travail, comme l'indique le nombre d'heures passées en moyenne à pratiquer leur métier chaque semaine.

À la lecture des témoignages de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail, on découvre que la pluralité des salaires familiaux ne garantissait pas nécessairement la prospérité, l'accès aux meilleurs loyers et la transition d'une classe sociale à une autre. La mobilité sociale et les possibilités d'émigration des jeunes ouvriers semblaient dépendre en grande partie des ressources et des responsabilités sociales⁶¹. Comme l'ont montré Marcoux et Saint-Hilaire en suivant la trajectoire biographique d'ouvriers au moyen de trois recensements, ceux ayant moins de ressources étaient incapables de voyager et étaient intégrés rapidement à la reproduction du capital industriel local, alors que d'autres, plus prospères, pouvaient émigrer et espérer trouver mieux⁶².

L'expansion d'une classe sociale

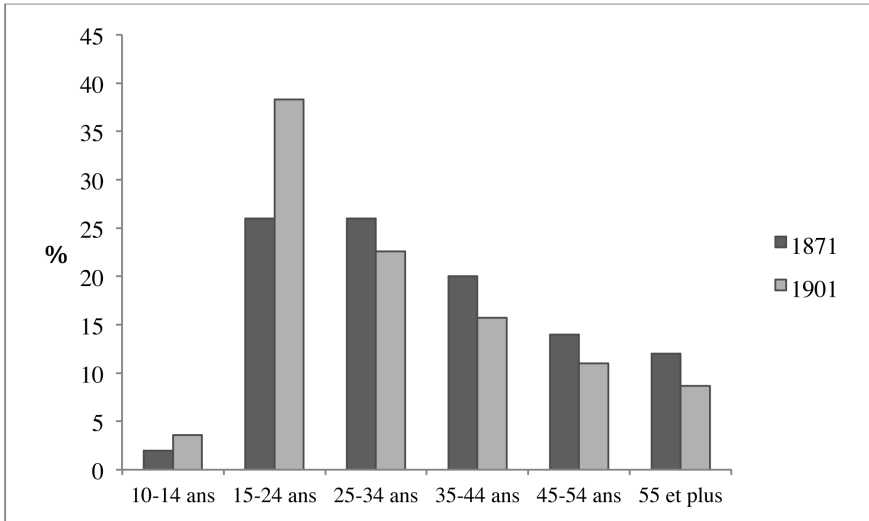
AYANT DÉMONTRÉ LES EFFETS du temps horloge et du temps religieux sur le temps familial, il importe de brosser un portrait plus structurel des classes ouvrières de Québec et de montrer les mutations internes d'une classe sociale rattachée à une industrie croissante. Nous l'avons mentionné, les conditions difficiles de la classe ouvrière ne peuvent s'étendre à l'ensemble de sa population. Cependant, les pressions au travail existait bel et bien : heures prolongées, quart de travail de nuit, volatilité des salaires parfois, intégration d'une main-d'œuvre juvénile, etc. Cette pression découlait, comme l'a souligné Jacques Ferland, de l'expansion géographique d'une division du travail dont Québec ne représentait que la pointe de l'iceberg.

Par souci d'économie d'espace et afin d'éviter de complexifier davantage la stratification sociale, nous avons opté pour une catégorisation des métiers, fidèle à l'échelle des classes proposée par Erikson, Goldthorpe et Portecarero⁶³, à savoir ni trop diversifiée ni trop simpliste, mais qui suppose un certain ordre des choses. Les graphiques 3 et 4 donnent un aperçu de la distribution des âges parmi l'ensemble de la population ouvrière – hommes et femmes,

61. « Q— Cannot you leave Quebec and go to Montreal or the States? A— I have not the means to take my mother and sister with me. Q— But cannot you go alone? A— Who will take care of my mother and sister? No one. » Lu dans Royal Commission, *Report*, part II, 1129.

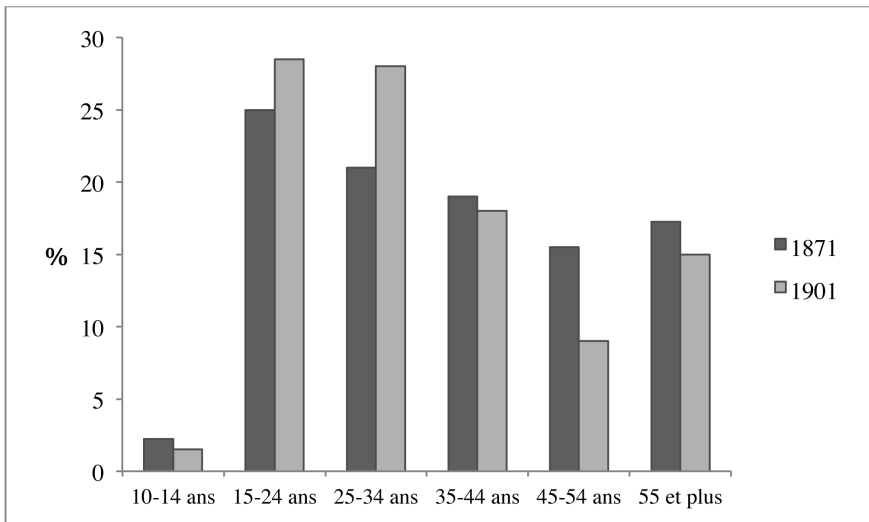
62. Marc Saint-Hilaire et coll., « Individual and Familial Life Courses in Quebec City, 1871–1911 : Some Considerations on Two Biographical Data Sets » dans Gordon Darroch, dir., *The Dawn of Canada's Century : Hidden Histories* (Montréal et Toronto : McGill-Queen's University Press, 2014), 353.

63. Saint-Hilaire, « Individual and Familial », 38–39.



Graphique 3 : Distribution des ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés selon l'âge, en 1871 et 1901

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ/CIEQ).



Graphique 4 : Distribution des ouvriers qualifiés selon l'âge, en 1871 et 1901

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

toutes origines ethniques confondues –, que nous scindons en deux groupes distincts : les ouvriers qualifiés et les ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés⁶⁴.

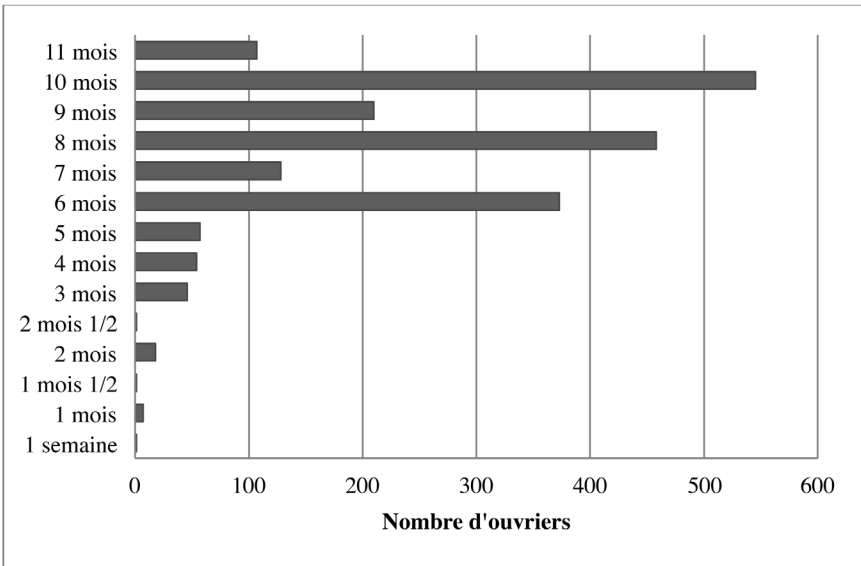
En regardant les tableaux pour chacune des catégories d'ouvrier, on constate un changement dans la concentration des tâches semi-qualifiées et non qualifiées. Il appert que les ouvriers âgés de 15–34 ans en 1901 occupaient une place dominante à l'intérieur de leur classe. Tandis que, en 1871, alors qu'il existait une répartition relativement égale parmi les ouvriers âgés de 15–34 ans, on découvre que la tranche d'âge ayant une plus grande concentration d'ouvriers est celle de 15–24 ans. En plus de ce réaligement visible des forces productives en 1901, la population ouvrière avait également grossi. Il faut savoir que parallèlement à ce déplacement de la structure de l'organisation du travail, il y avait près de 2 p. 100 de plus d'ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés en 1901 par rapport à 1871 et une croissance notable de 10,7 p. 100 des ouvriers qualifiés. Or qu'en est-il plus spécifiquement à l'intérieur de ces deux tranches d'âge? En dépit d'une stabilité dans la structure professionnelle, on remarque une forte redistribution du travail au sein de la jeune population ouvrière. Québec connut en 1901 une croissance de 67 p. 100 chez les ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés, dans la tranche d'âge des 15–24 ans.

Bien que la majorité des métiers aient été occupés par des hommes, ce portrait illustre une augmentation de la production industrielle, qui se cristallise chez les moins de 24 ans. Cette augmentation trouve notamment sa source dans une réorganisation des relations de travail et dans l'introduction de nouvelles technologies où le contexte du marché nord-américain s'avère très concurrentiel. Par exemple, la dépendance technologique de l'industrie canadienne de la chaussure et le monopole américain⁶⁵ poussèrent la Ville de Québec à entrer dans un processus de production à grande échelle. Et ce processus s'avérait considérable du point de vue géographique. En effet, alors que le processus de fabrication de souliers dans les manufactures de la ville dépendait d'une cadence de travail « à la minute », celui de la transformation de la peau en cuir dans les forêts du Maine, soit l'étape qui précédait le travail en usine, durait des semaines, voire des mois⁶⁶. La production extérieure de cuir exigeait en conséquence un rythme de travail conséquent dans les manufactures. Or cette dépendance technologique qui pénétrait l'ensemble des métiers ne faisait pas l'affaire de tous. Par exemple, en 1869, des débardeurs avaient déclenché une grève pendant plusieurs jours pour s'opposer « à ce qu'on

64. À des fins d'allègement, nous avons supprimé de nos tableaux les catégories « indéterminé » et « sans emploi » (soit les catégories qui représentent grosso modo les trop jeunes enfants, les femmes au foyer, les retraités et les invalides) et nous n'avons pas considéré les entrées illisibles ou les cases vides. Enfin, les ouvriers qualifiés correspondent aux catégories V et VI et les ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés, aux catégories VIIa, VIIb, selon le schème des classes EGP dans l'ouvrage suivant : Erikson, Goldthorpe et Portecarero, *The Constant Flux*, 38–39.

65. Jacques Ferland, « "Not For Sale" », 59–82.

66. Ferland et Wright, « Rural and Urban Labour Processes », 152.



Graphique 5 : Nombre de mois^a durant lesquels un ouvrier est employé dans une manufacture au cours de l'année 1901

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

^a Il est toutefois impossible de savoir avec quelle exactitude les travailleurs avaient répondu à la question posée, puisque pour des raisons culturelles ayant trait à la mesure du temps, ils auraient sans doute eu tendance à arrondir ou à estimer leur mois de travail. Ce qui laisse supposer une distribution normative des réponses les plus probables qu'illustrent les catégories de 10, 8 et 6 mois.

fasse usage des machines à vapeur pour le chargement et le déchargement des bâtiments⁶⁷ ». Dans les manufactures de moulage, on introduisit des outils et une machinerie modernes, ce qui eut pour effet la prolongation de la journée de travail à cause de l'entretien et des réparations, l'intensification de la production et la parcellisation des tâches⁶⁸. Les travailleurs du textile connurent des transformations similaires. Dans la sphère industrielle, la pression technologique et la substitution de tâches manuelles par des tâches mécanisées forcèrent les ouvriers à se réapproprier constamment leur travail.

Pour mesurer l'ampleur de cette expansion du point de vue humain, il est intéressant d'examiner le nombre d'embauches. Le recensement de 1901 permet de connaître le nombre de mois durant lesquels quelqu'un était employé à la fabrique à partir de la date du début du recensement, soit le 31 mars. Bien sûr, la majorité des répondants avaient indiqué « aucun mois », compte tenu

67. *Le Canadien*, 30 août 1869.

68. Peter Bischoff, « “Du châssis à la machine à mouler” : la transformation des méthodes de production dans l'industrie canadienne du moulage, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle », *Material Culture Review/Revue de la culture matérielle*, n° 41 (1995), 24–38.

du fait que ce n'était pas tout le monde qui travaillait dans une fabrique et que ce n'était pas toutes les femmes et tous les enfants qui avaient un métier. De plus, plusieurs d'entre eux avaient répondu avoir travaillé 12 mois, ce qui laissait supposer qu'ils étaient à l'embauche depuis un certain temps étant donné qu'aucune question relative à l'année n'avait été posée. Nous avons donc écarté ces données de notre analyse pour nous concentrer sur les ouvriers qui travaillaient dans une manufacture depuis moins de 11 mois afin d'observer le degré d'employabilité durant l'année.

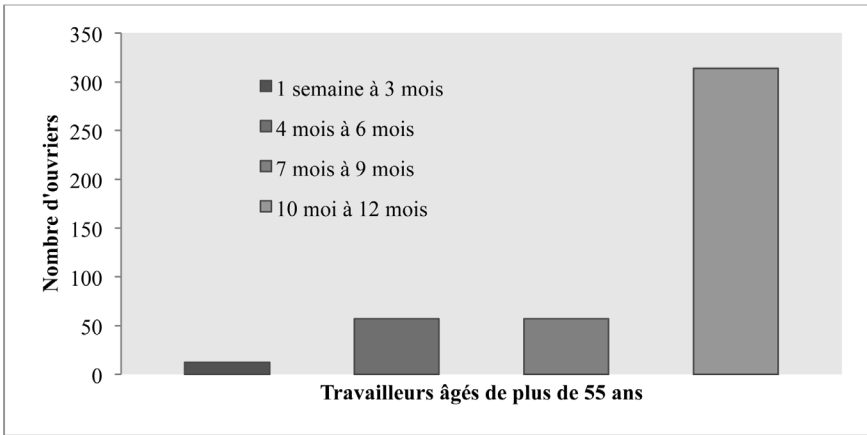
En ce qui a trait à l'affirmation « mois employé à son métier dans la fabrique » énoncée dans le recensement, nous présumons une période consécutive, puisqu'il nous est impossible de savoir, au regard de la question posée en 1901, si les réponses sous-entendaient un emploi sans interruption ou plutôt l'addition des mois travaillés durant l'année. Cette information pourrait d'ailleurs nous éclairer davantage sur le phénomène récurrent du chômage. À ce sujet, *L'Action sociale* avait publié en 1909 le nombre d'heures travaillées par un monteur à partir de son livret de paie. Durant une année complète, le « plein exercice était rare [...] et le chômage se [faisait] sentir⁶⁹ ». L'intégration industrielle ne rimait guère avec intégration permanente. À cet égard, le graphique 5 suggère un niveau d'intégration relativement soutenu, particulièrement à partir du printemps 1900. De janvier à mars 1901, plus de 70 ouvriers déclaraient travailler alors que d'octobre à décembre 1900, c'était près de 500 ouvriers. Cette augmentation suggérait un recrutement particulièrement intensif. Ces embauches massives étaient le reflet de l'ouverture de nouvelles fabriques, combinée à une demande accrue et ponctuelle de main-d'œuvre. Encore une fois, de 1900 à 1901, un nombre important de jeunes hommes et de jeunes femmes furent intégrés au salariat sans pour autant être assurés d'une continuité d'emploi. Pour comprendre le revers de ce phénomène, il faut considérer ce même calendrier d'embauche, mais cette fois, selon une distribution en fonction des ouvriers plus âgés.

La situation des travailleurs plus âgés dévoile les difficultés auxquelles devaient faire face de nombreuses familles. On remarque effectivement très peu d'embauche en 1901 pour cette tranche d'âge (ici, le nombre élevé à l'intérieur de la catégorie des 10 à 12 mois laisse supposer que les ouvriers étaient employés depuis plus longtemps). Il semble donc que ce n'était pas tant l'expérience manuelle d'un vieux routier que la vigueur des jeunes qui était convoitée par les manufacturiers. Cette condition de travail était déjà visible dans les rôles d'évaluation de la ville de Québec dans lesquels il n'était pas rare d'observer un charpentier locataire quinquagénaire se retrouver l'année suivante dans la catégorie « old and poor⁷⁰ ». Par conséquent, cette marginalisation⁷¹, sans doute anticipée relativement tôt par les familles, les

69. *L'Action sociale*, 18 janvier 1909.

70. Rôle d'évaluation de la ville de Québec, 1871, 1872, 1873 et 1877.

71. Baskerville et Sager, *Unwilling Idlers*, 115; Lisa Dillon, *The Shady Side of Fifty: Age and Old*



Graphique 6 : Nombre d'ouvriers de plus de 55 ans à l'embauche dans une manufacture au cours de l'année 1901

Source : Exploitation des données du recensement de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

amena à adopter des stratégies pour contrer cette mise à l'écart : par exemple, avoir des enfants aussi bien qu'établir une cohabitation générationnelle⁷². En plus de vivre l'expérience du vieillissement et du déclassement social, les familles ouvrières de Québec connaissaient celle du travail des enfants. En 1901, 73 enfants furent embauchés dans les manufactures durant les 9 mois précédant le recensement. L'intégration des enfants au large processus de production manufacturière ne s'essouffait pas complètement. Les velléités politiques pour interdire leur travail d'un côté et l'attraction pour un métier rapidement appris de l'autre constituaient une contradiction difficile à surmonter.

« Il existe un besoin pour le travail manuel d'enfants en bas de quatorze ans »

NOTRE ANALYSE NOUS TRANSPORTE vers une réalité qu'il importe de considérer en détail. Il s'agit du travail des enfants mineurs. Effectivement, quelques jeunes enfants de la classe ouvrière avaient intégré le salariat, et ce, à partir de la seconde moitié du 19^e siècle. Toutefois, c'est en 1882 qu'un premier rapport sur le fonctionnement des « moulins » et des fabriques fit état de l'emploi des jeunes enfants. À la suite d'une commission d'enquête, une loi régulant le travail des manufactures fut adoptée dès 1885. *L'Acte des*

Age in Late Victorian Canada and the United States (Montréal et Toronto : McGill-Queen's University Press, 2008), 87 et suivantes.

72. Encore une fois, les rôles d'évaluation de la ville nous permettent d'apprécier cette stratégie. C'était le cas en 1877 pour François Arial, fils de Jean Arial, 77 ans.

Tableau 4 : Nombre d'ouvriers à l'intérieur des tranches d'âge de 10-14 ans et de 15-24 ans, en 1871 et 1901

	1871		1901	
	Qualifiés	Non qualifiés	Qualifiés	Non qualifiés
10 à 14 ans	150	23	301	117
15 à 24 ans	1920	927	3230	1376

Source : Exploitation des données des recensements de 1871 et de 1901 (PHSVQ/CIEQ).

manufactures était destiné à protéger la santé des enfants et des femmes dans ces lieux de travail extrêmement risqués. Elle visait précisément cette catégorie de travailleurs jugés fragiles. Par cette loi, on fixa pour les enfants de 12 à 14 ans, ainsi que pour les femmes, un maximum de 10 heures de travail par jour et de 60 heures par semaine, tel qu'on l'avait implanté en Angleterre et en France. La loi prévoyait la nomination d'inspecteurs pour inspecter les manufactures, imposer des amendes et requérir le tribunal⁷³. Ces derniers furent nommés seulement trois années plus tard, et leur efficacité allait de pair avec l'insuffisance d'effectif (trois inspecteurs pour la province). Par la suite, en 1894, la province adopta la *Loi relative aux établissements industriels*, qui marqua une timide avancée. Par leur dimension prophylactique, ces lois renforcèrent davantage la légitimité d'employer des jeunes enfants et des femmes, puisqu'elles ne l'interdisaient pas. On comptait plus d'enfants au travail au début du siècle que trois décennies plus tôt, preuve que ces réglementations étaient peu efficaces.

L'intégration au salariat d'une jeune force de travail bon marché contribua d'un côté à modifier de manière notable le visage industriel de Québec et de l'autre, à soutenir le renouvellement d'une classe sociale. Entre 1871 et 1901, de nombreux enfants de la classe ouvrière de Québec travaillaient au lieu d'occuper les bancs d'école⁷⁴, phénomène sur lequel ni l'origine ethnique ni la religion n'eurent d'effets significatifs⁷⁵. Certains avaient été embauchés

73. André C. Côté, « L'Acte des manufactures de Québec, 1885 : un centenaire », *Relations industrielles/Industrial Relations*, 40, n° 3 (1985), 624.

74. Richard Marcoux, « Régimes démographiques, école et travail des enfants. Un regard croisé sur deux villes, Bamako et Québec » dans Francis Gendreau, Dominic Tabutin et Maud Poupard, dir., *Jeunesses, vieillesse, démographies et sociétés, Quatrièmes Journées du Réseau Démographie de l'AUF et Chaire Quetelet 2001* (Louvain-la-Neuve : Académia-Bruylant/L'Harmattan, 2002), 219–240; Richard Marcoux et Marc Saint-Hilaire, *Population et urbanisation au Québec et au Canada, XIX^e et XX^e siècles* (Sainte-Foy : Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), 2004; Richard Marcoux, « Transitions démographiques et mise au travail des enfants dans la ville de Québec à la fin du XIX^e siècle » dans Brigitte Caulier et Yvan Rousseau, dir., *Temps, espace et modernités* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2009), 118.

75. Mélanie Julien, « La fréquentation scolaire à Québec, 1871–1901 : l'effet de

pour exécuter des travaux sans qualification particulière, alors que d'autres apprennent un travail exigeant certaines habiletés, comme des tâches relatives à la cordonnerie. Cette tension entre l'accès au salaire et l'éducation illustre les contraintes auxquelles étaient confrontées les familles ouvrières. La question des heures de travail resta un enjeu sérieux pour l'éducation. Bien avant le début du 19^e siècle, des enseignants s'étaient longtemps plaints de l'absentéisme élevé des jeunes enfants salariés, mais ils affirmaient en même temps que la baisse des heures de travail « n'affecterait en aucun cas leur assiduité⁷⁶ ». L'équilibre entre le travail et l'éducation paraissait impossible tellement les enfants ouvriers avaient peu d'éducation, et par le fait même, « étaient moins enclin (*sic*) à s'éduquer⁷⁷ ». Dans Saint-Roch et Saint-Sauveur où les travailleurs étaient à pied d'œuvre 10 heures par jour en moyenne, les écoles demeuraient assez éloignées des quartiers, alors que la situation était différente à la Haute-Ville⁷⁸. Même l'espace urbain contribuait à reproduire ce modèle qui trouvait sa force dans un marché facile d'accès disposé à absorber une main-d'œuvre sans qualification. Le procès-verbal de 1889 de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail met en lumière cette tension entre le foyer et le marché du travail :

Q— Pensez-vous que le salaire des enfants en bas de quatorze ans est une rémunération importante dans certaines familles? R— Plusieurs de vos questions sont hors de mes compétences. Vous m'interrogez là à propos de l'économie domestique. Je disais que la classe ouvrière souffrait généralement de manque de moyens et il n'y a aucun doute que dans ces familles, où la moyenne d'âge des enfants se situe autour de huit, neuf et dix ans, il existe un besoin pour le travail manuel d'enfants en bas de quatorze ans⁷⁹.

L'augmentation de la main-d'œuvre chez les garçons et les filles se précisa en 1901 et la division du travail selon le genre parut d'autant plus claire. Chez les plus jeunes garçons, les tâches reliées à la fabrication du cuir et des souliers prédominaient. Vinrent ensuite celles de messenger et de journalier. Pour les jeunes filles, la couture représentait le travail principal suivi de la chapellerie et des tâches en manufacture. En Europe, Marx s'était déjà indigné contre l'embauche de femmes et d'enfants, écrivant dans *Le Capital* que « le travail forcé pour le capital usurpa la place des jeux de l'enfance et du travail libre pour l'entretien de la famille ». Rappelons que le salaire n'était plus un contrat synallagmatique comme autrefois, où la réciprocité s'exprimait par la tâche

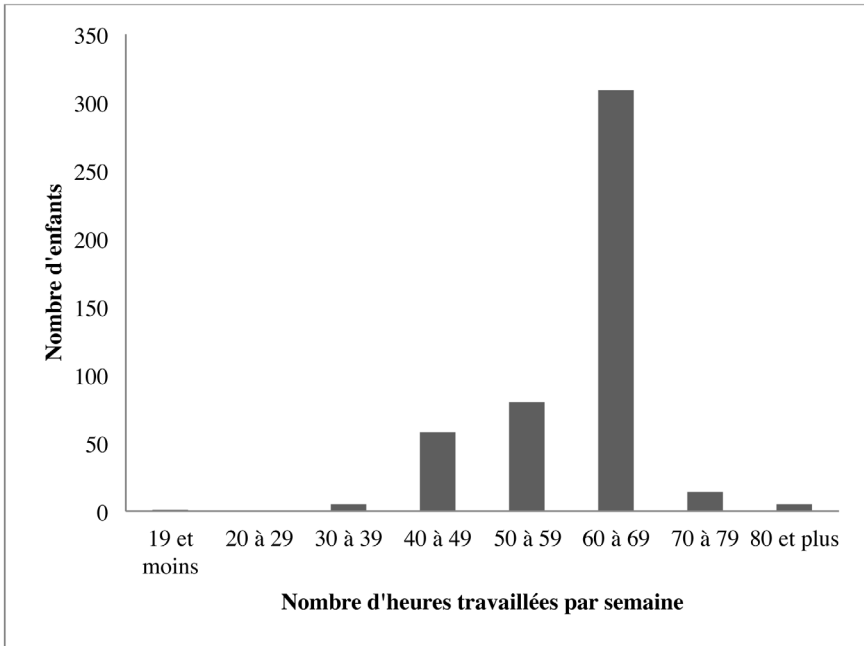
l'industrialisation, de l'appartenance culturelle et de la classe sociale », *Cahiers québécois de démographie*, 37, n° 1 (2008), 56.

76. Canada, *Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada : Evidence, Quebec*, part I (Ottawa 1889), 7.

77. Royal Commission, *Report*, part I, 7

78. Royal Commission, *Report*, part II, 868.

79. Le commissaire Côté posant la question à Louis Laberge présenté comme étant le *Medical Health Officer of the City of Montreal* dans le *Report of the Royal Commission on the Relations of Labor and Capital in Canada : Evidence, Quebec*, part I, p. 4. [Traduction libre].



Graphique 7 : Nombre d'heures travaillées^a en moyenne par des enfants âgés de 10-14 ans en 1911

Source : Exploitation des données du recensement de 1911 (PHSVQ/CIEQ).

^a Malheureusement, le livret d'instructions à l'usage des fonctionnaires, commissaires et recenseurs reste ambiguë sur le sens de la question posée en 1911. Est-ce une moyenne pour la semaine recensée ou bien une évaluation subjective du chef de ménage?

de l'enfant d'un côté, et de l'autre, par la compensation financière versée aux parents pour assurer son éducation⁸⁰, mais libérait le travail des obligations du contrat réciproque. Les enfants n'échappèrent pas à cette disposition, car ils étaient considérés comme des ouvriers parmi d'autres. On les voyait comme perfectibles et aptes à développer des compétences et à échelonner leur rémunération⁸¹. Or, en étant travailleurs libres, les enfants restaient exposés aux accidents, aux soubresauts économiques, à l'exploitation.

Les enfants au travail représentaient heureusement une mince proportion des familles ouvrières. Toutefois, à l'aube de la Première Guerre mondiale, la situation ne s'était guère atténuée. En 1911, 468 enfants âgés entre 10 et 14 ans avaient déclaré avoir un travail. La majorité d'entre eux étaient couturiers, cordonniers, servantes et journaliers. Soumis à peu près aux mêmes conditions que les ouvriers adultes, les enfants exécutaient des tâches pendant plusieurs heures par jour.

80. Royal Commission, *Report*, part I, 12.

81. Royal Commission, *Report*, part I, 12.

On ne peut qu'être étonné devant le nombre élevé d'enfants travaillant plus de 60 heures par semaine (307 exactement). Deux ans plus tôt, le secrétaire général de la Fédération des ouvriers textiles du Canada, M. L. A. Girard, avait déjà écrit au ministre du Travail de la province à ce sujet. Les enfants et les femmes se trouvaient « soumis à un travail au-dessus de leur force », en plus de devoir travailler douze heures par jour. Il demanda alors de modifier la loi sur les fabriques afin de fixer un maximum de 55 heures de travail par semaine et d'accorder « la liberté de sortir de la manufacture » pendant le repas, l'arrêt de travail à 6 heures du soir et un congé légal le samedi après-midi⁸². Cet horaire suffit à nous donner une idée de la gestion du temps des familles au regard de l'intégration des femmes et des enfants à la discipline du temps horloge.

Conclusion

POUR REPRENDRE L'IDÉE DE L'HISTORIEN Ian McKay, nos jours présents sont inscrits dans les luttes passées et permettent d'apprécier l'histoire pour un usage d'aujourd'hui⁸³. Dans cet article, nous avons mis l'accent sur des caractéristiques de la modernité capitaliste à Québec et révélé ses dimensions sociologiques à un moment où le capitalisme industriel recomposa la dynamique de reproduction des classes dans le cadre d'un régime de temps abstrait⁸⁴. Afin de bien cerner les conditions de vie des familles ouvrières de Québec, nous avons traité les éléments qui, pour ce champ d'analyse, requièrent une attention particulière, soit le salaire, la durée de l'emploi et l'économie familiale⁸⁵. Avoir mis l'accent sur les éléments religieux et certains constituants du capitalisme nous aura permis de mesurer l'impact de cette puissante lame de fond. Alors que la hausse de la religiosité répondait parfaitement aux exigences patriarcales de l'économie, le travail était conduit par de nouvelles exigences temporelles sous lesquelles, encore en 1911, les femmes et les enfants des manufactures étaient soumis à la même durée et à la même intensité d'exécution que les hommes. La médiation sociale par le salaire masculin représente ici la clé de voûte d'une hiérarchie fondée sur l'accès économique patriarcal. Il faut se rappeler qu'à la suite du déclin du système seigneurial et de ses relations féodales, la codification juridique de 1866 avait transformé le travail et les produits du travail en marchandises et avait scellé

82. *L'Action sociale*, 22 février 1909.

83. Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals. Rethinking Canada's Left History* (Toronto : Between The Line, 2005), 110.

84. Un temps « indépendant des événements » à partir duquel s'érigera le temps horloge. Voir Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* (Paris : Les Éditions Mille et une nuits, 2009), 300.

85. A ce propos, voir Baskerville et Sager, *Unwilling Idlers*, 114.

la conversion de la propriété et du capitalisme⁸⁶. Par cette transformation était légalisé le principe exclusif de propriété et de droit individuel... de l'homme.

Je tiens à exprimer ma gratitude envers Bryan D. Palmer et les évaluateurs anonymes pour leurs précieux commentaires, sans quoi cette version n'aurait jamais été ce qu'elle est. Je remercie également le FRQSC pour son soutien à la recherche.

86. Brian Young, *The Politics of Codification. The Lower Canadian Civil Code of 1866* (Montréal et Toronto : McGill-Queen's University Press, 1994), 173.